



Analyse du climat des affaires dans les PMA

Gambie

Mars 2023



A powerful
and balanced
voice for business

Gambie

Région
Afrique de l'Ouest

Population(2022)
2 705 992
habitants

Croissance démographique (2020)
2,5 %

Revenu moyen (2020)
696 USD

Classement selon l'Indice de développement humain
**174^{ème} sur 191 pays. La Gambie est
passée d'un IDH de 0,42 en 2002 à 0,5
en 2021, ce qui correspond à un taux
de croissance annuel moyen de 0,99 %**

Accords et partenariats économiques régionaux
**Communauté économique des
États de l'Afrique de l'Ouest**

Contexte économique

La Gambie a une population jeune (en 2020, l'âge médian était de 17,8 ans et environ 43,95 % de la population totale avait entre 0 et 14 ans¹), avec une croissance rapide de la population en âge de travailler (entre 15 et 64 ans), mais le faible taux d'activité de 60,54 %² et un chômage élevé compromettent ce dividende démographique.

La main-d'œuvre de Gambie est sous-employée. Le taux de chômage des 15-35 ans est de 41,5 %, avec un chômage particulièrement élevé dans les zones rurales, symptôme d'un manque d'emplois en dehors du secteur agricole. Les jeunes travailleurs qui ne sont ni étudiants, ni employés, ni stagiaires (NEET) constituent environ 57 % de cette tranche d'âge et sont exposés à un risque d'exclusion économique et sociale³. Quarante-trois pour cent de la population en âge de travailler vit dans des zones rurales, zones qui ne comptent cependant que 35 % des emplois.

Avec 54,44 %, le secteur tertiaire est le premier pourvoyeur d'emplois réguliers en Gambie et couvre l'administration publique, les transports et le tourisme, ainsi que le commerce. Le secteur industriel représente 16,04 %, et le secteur agricole 27,03 % des emplois. En 2020, la pandémie a fait obstacle à la réduction de la pauvreté, voire inversé



la tendance, la plupart des ménages signalant une diminution des revenus provenant de l'agriculture et de la pêche, des activités non agricoles et des emplois salariés. Le tourisme est le secteur qui connaît la plus forte croissance et constitue l'une des principales sources de devises étrangères⁴. La Gambie dispose d'une base solide dans le tourisme, secteur qui pourrait jouer un rôle important dans la création d'emplois futurs.

L'industrie manufacturière du pays est sous-développée et se limite à de petites et moyennes entreprises (PME) dont la production se concentre essentiellement sur le marché intérieur et qui a recours à un nombre limité de compétences et de technologies. Pour autant, le potentiel de ce secteur est considérable puisque le pays importe, entre autres, des carrelages en céramique et des appareils sanitaires. Le secteur de la fonderie - qui utilise des

¹ O'Neill A. Age structure in the Gambia 2020. Statista. 2021

² <https://www-statista-com/statistics/993827/labor-force-participation-rate-in-gambia/>

³ THE GAMBIA ECONOMIC UPDATE Preserving The Gains. Banque centrale. 2020.

⁴ Federico Inchausti-Sintes, « Modelling The Economics Of Sustainable Tourism » [2021] Journal of Sustainable Tourism.

déchets métalliques pour produire des plaques en métal et du fer fini employés dans des ateliers de construction et de petites réparations - offre des débouchés considérables. Grâce à sa situation stratégique, le pays a la possibilité d'exporter vers les marchés régionaux⁵.

Défis à relever par le secteur privé

- **Les entreprises ont un réservoir limité de main-d'œuvre qualifiée et ne sont pas en mesure de la retenir.** La Gambie assiste à une forte migration de sa population vers des pays étrangers, et l'émigration de sa population qualifiée, qui s'élevait à 10 % de la population en 2019, représente un enjeu majeur⁶. Les entreprises sont confrontées aux défis que pose un capital humain dont les capacités, les compétences techniques et commerciales et les connaissances de l'industrie sont très limitées. Le faible taux d'alphabétisation - inférieur à 60 % - limite la quantité de main-d'œuvre qualifiée disponible pour l'économie, malgré la prolifération des centres et académies de formation professionnelle sur le marché.
- **La pauvreté et ses implications sur le capital humain :** Près de 48 % de la population de Gambie vit dans la pauvreté. Cet état de fait est étroitement lié à des déficits dans l'accumulation de capital humain, à de faibles niveaux d'éducation qui réduisent les chances de trouver un emploi et maintiennent les salaires à un bas niveau, ainsi qu'à un accès limité à l'infrastructure de transport et électrique de base et à des facilités de crédit⁷.
- **Une économie informelle et peu productive de grande ampleur :** La prépondérance des activités non salariées reflète l'ampleur du secteur informel et la grande proportion de petits boulots de subsistance peu productifs. Environ 50 % de la population active travaille dans l'économie informelle.

- Parmi les obstacles au développement de l'agriculture et de l'agro-industrie en Gambie figurent l'absence d'un environnement favorable au développement de l'agro-industrie, la faible productivité, un accès insuffisant aux marchés et l'absence de systèmes de contrôle sanitaire, phytosanitaire et de la qualité.

- **Des taux d'intérêt élevés et un faible accès aux crédits :** Les taux débiteur des banques commerciales sont très élevés, rendant impossible l'accès aux crédits pour les entrepreneurs et les investisseurs potentiels. Les obstacles à l'accès aux crédits, auxquelles s'ajoutent des taux d'intérêt élevés et des exigences excessives en matière de preuve de dépôt de liquidités, rendent l'accès aux capitaux particulièrement difficile pour les petites et moyennes entreprises (PME) en Gambie.

- **Une mauvaise infrastructure :** Les possibilités de croissance du secteur privé sont limitées par le manque d'investissements dans l'infrastructure de la part du gouvernement.

Énergie - De fréquentes coupures de courant représentent un risque pour les entreprises qui opèrent sans énergie de secours, entravant l'efficacité opérationnelle des activités. La Gambie ne dispose pas de l'infrastructure énergétique requise pour soutenir des activités commerciales avancées, près de 50 % de la population n'ayant pas accès à l'électricité. L'alimentation électrique se caractérise par des pannes de courant fréquentes, malgré des coûts de l'énergie élevés. En Gambie, les coûts énergétiques sont parmi les plus élevés de la sous-région et atteignent environ 25 centimes du kilowatt heure (kWh). Les pannes de courant sont en grande partie attribuables aux pertes en ligne dues à des équipements vétustes. Même si la Compagnie nationale des eaux et de l'électricité (*National Water and Electricity Company* - NAWEC) a considérablement amélioré ses performances opérationnelles et financières, les clients restent confrontés à un approvisionnement en eau et en électricité aléatoire.

⁵ <https://www.worldatlas.com/articles/what-are-the-biggest-industries-in-the-gambia.html>

⁶ <https://www.worldatlas.com/articles/what-are-the-biggest-industries-in-the-gambia.html>

⁷ The Gambia Economic Update : Preserving the Gains, 2020

Télécommunications : Les frais opérationnels sont élevés et les prestations fournies sont lentes, insuffisantes et sujettes aux pannes dues à une maintenance permanente. Des tarifs élevés pour les données et des interruptions des services internet entravent l'efficacité opérationnelle des entreprises.

Transports (routes) : Le système routier est très fréquenté, mal entretenu et peut devenir impraticable pendant la saison des pluies en raison d'un manque de drainage. Vingt nouvelles voies urbaines doivent être construites dans la région du Grand Banjul, et il est prévu d'élargir le grand axe routier, orienté nord-sud, pour en faire une route moderne à quatre voies avec des bandes piétonnes. Les échéances d'achèvement de ces projets ne sont pas encore confirmées. Construit récemment, le pont de Sénégal franchit la rivière pour relier le nord et le sud de la Gambie. Il représente une étape vitale dans le développement du corridor trans-gambien, au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

- **Des conflits concernant la propriété et l'utilisation des terres constituent un problème majeur** : Le Bureau du cadastre, responsable de l'enregistrement et de la conservation des actes, s'appuie sur un système dépassé de tenue manuelle des registres, sans numérisation des registres fonciers, ce qui entrave son efficacité et son efficacité et exacerbe les conflits fonciers. Les registres fonciers ne sont pas fiables et difficiles à appliquer - la résolution de conflits autour de la propriété de biens immobiliers est complexe et prend du temps.
- La fermeture des écoles et autres établissements d'enseignement dans le cadre du confinement dû au Covid-19 a conduit à une perte des acquis qui pourrait affecter les résultats en matière de développement humain sur le long terme. La disponibilité limitée de l'infrastructure numérique et l'absence d'un accès universel et facile aux technologies ont entravé les possibilités d'apprentissage en ligne durant cette période.

- Il y a trop de taxes municipales et locales non réglementées qui impactent les propriétaires de petites entreprises, en particulier dans le secteur informel⁸.
- Les taxes perçues sur les PME sont extrêmement élevées et freinent les perspectives de croissance : les entreprises reversent environ 51 % de leurs bénéfices et les droits de douane approchent les 100 %, voire 200 % pour certains matériaux et produits.
- Le secteur privé éprouve des difficultés à s'y retrouver dans un système bancaire complexe et imprévisible, faisant face à des pénuries de devises et à des conditions d'accès et d'utilisation des devises étrangères extrêmement restrictives.

Recommandations du secteur privé

- Le gouvernement devrait élaborer un plan exhaustif consacré à la promotion d'une participation privée accrue dans les secteurs clés de l'économie par le biais de la privatisation, d'accords de concession, etc., dans les secteurs clés que sont, entre autres, l'énergie, les transports, l'eau et les télécommunications.
- Le gouvernement devrait impliquer le secteur privé dans l'investissement, la gestion et la réhabilitation du port de Banjul en vue de créer un nouveau centre de transbordement pour la région et de franchir une étape dans le développement du corridor trans-gambien au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).⁹
- Le gouvernement devrait impliquer le secteur privé dans le développement et le financement d'une stratégie pour le secteur manufacturier qui exploite l'important marché régional et ses canaux de distribution bien établis, formés par les activités de réexportation existantes.
- Le gouvernement devrait encourager les investissements du secteur privé dans le secteur agricole par une amélioration de l'infrastructure,

⁸ Republic of The Gambia Zero Hunger Strategic Review 2018: A National Guide to Achieving Sustainable Development Goal 2 by 2030.

du suivi météorologique, de l'imagerie satellite et d'autres solutions technologiques de pointe (dont l'intelligence artificielle) en mesure de moderniser l'agriculture. Cela contribuera à instaurer un secteur agricole qui soit plus en phase avec l'environnement et plus résilient face aux chocs climatiques. L'agriculture sera alors mieux à même de remplir les objectifs nationaux que sont l'autosuffisance alimentaire, la création de nouveaux marchés d'exportation et l'emploi.

- L'Agence nationale pour l'environnement devrait informer les agriculteurs sur les moyens d'atténuer le changement climatique, tels que des écosystèmes résilients, la collecte des eaux, l'utilisation et la gestion de la fertilité des sols¹⁰ et des techniques d'irrigation avancées, pour produire des cultures à forte valeur ajoutée et à fort rendement, stimuler les exportations et procurer des emplois à forte valeur ajoutée à de nombreux travailleurs qualifiés, aux femmes notamment.
- Les taxes locales, municipales et gouvernementales devraient être harmonisées pour stimuler la croissance des petites entreprises, à la fois dans les secteurs formels et informels.
- Le gouvernement devrait développer des politiques visant à améliorer le marché du travail, incluant des mesures de facilitation de la formalisation. Des politiques d'aide aux entreprises (subventions temporaires ou prêts bonifiés, par exemple) peuvent encourager la formalisation et les investissements du secteur privé.
- Les dispositions prévues dans les tarifs extérieurs communs de la CEDEAO devraient être pleinement exploitées afin de donner aux petits exploitants un avantage sur le marché à certaines

périodes de l'année caractérisées par des produits/secteurs spécifiques tels que la volaille, les oignons, les pommes de terre irlandaises, le lait, etc.

- Le gouvernement devrait accroître les investissements dans le réseau de transport d'électricité qui relie les régions est et sud du pays. Cela ouvrira également la porte aux réseaux électriques d'Afrique de l'Ouest en permettant les échanges transfrontaliers d'énergie, y compris sous l'égide du projet de l'Organisation de Mise en Valeur du fleuve Gambie (OMVG) qui réunit la Gambie, la Guinée Conakry, le Sénégal et la Guinée-Bissau en vue d'exploiter les ressources hydriques du bassin du fleuve Gambie pour fournir de l'énergie renouvelable à bas prix aux pays membres¹¹.
- Il faudrait envisager des partenariats public/privé pour la construction de nouveaux hôtels, de routes et autres aménagements destinés à attirer plus de touristes et qui contribuent à modifier l'image des offres touristiques du pays. Une diversification en direction de l'écotourisme, des sports aquatiques et d'activités non conventionnelles dans les régions à l'intérieur des terres contribuera à réduire la saisonnalité de l'emploi et à accroître les débouchés des régions retardataires.
- Il faudrait poursuivre les investissements visant à favoriser l'accès à l'éducation, en particulier à destination des plus vulnérables et de l'infrastructure numérique. Les programmes bénéficiant d'une aide publique tels que l'EMPRETEC et le *Youth Empowerment Programme* (YEP), doivent être renforcés et élargis pour permettre aux jeunes d'acquérir des compétences entrepreneuriales en vue d'une activité non salariée.

⁹ Raphael Kolade Ayeni. « Determinants Of Private Sector Investment In A Less Developed Country: A Case Of The Gambia » (2020) ⁸ Cogent Economics & Finance.

¹⁰ Fatou Bojang et autres. « Farmers Perceptions About Climate Change: Management Practice And Their On-Farm Adoption Strategies At Rice Fields In Sapu And Kuntaur Of The Gambia: West Africa » (2020) ⁰⁹ American Journal of Climate Change.

¹¹ The Gambia's Pathway to Prosperity, discours liminaire Tao Zhang, Directeur général adjoint du FMI, 2019.

- Le gouvernement devrait s'associer au secteur privé et encourager la participation dans le développement de l'infrastructure numérique, du commerce électronique et des capacités technologiques du pays. Les PPP, le financement à faible taux d'intérêt et les incitations fiscales peuvent y contribuer. Cette mesure améliorera la résilience de la Gambie, et les jeunes entrepreneurs pourront trouver des opportunités d'emploi dans l'espace numérique pouvant s'exercer en télétravail.

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'Organisation Internationale des Employeurs (OIE) et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.



**Cofinancé par
l'Union européenne**



A powerful
and balanced
voice for business

Avenue Louis-Casari 71 – CH-1216 Genève
T +41 22 929 00 00 F +41 22 929 00 01
ioe@ioe-emp.com • ioe-emp.org

© IOE 2023